

# Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

## Mission CSPA : Catégorie 2

Indice	Date	Modifications	Rédaction
0	05/08/2025	PGC du 05/08/2025	Romuald FASSIER

# SOMMAIRE

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

### 1.1. Liste des intervenants

#### 1.1.1. Liste des intervenants

### 1.2. Liste des lots

#### 1.2.1. Liste des lots

### 1.3. Etat d'avancement de l'affaire

#### 1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

### 1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

#### 1.4.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

#### 1.4.2. Phasage de l'opération

#### 1.4.3. Informations complémentaires

## 2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

### 2.1. Réseaux existants

#### 2.1.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

#### 2.1.2. Réseaux aériens

#### 2.1.3. Habilitation Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

### 2.2. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

#### 2.2.1. Amiante

#### 2.2.2. Plomb

## 3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

### 3.1. Mise en commun de moyens - Planification

#### 3.1.1. Planification

### 3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

#### 3.2.1. Projet de plan d'installation

### 3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

#### 3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

#### 3.3.2. Branchement en eau

#### 3.3.3. Branchement en électricité

#### 3.3.4. Branchement d'assainissement

### 3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

#### 3.4.1. Plan d'installation de chantier

#### 3.4.2. Occupation du domaine public

#### 3.4.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation

#### 3.4.4. Clôture de chantier intérieure et signalisation

#### 3.4.5. Identification du personnel

#### 3.4.6. Visites de chantier par des tiers.

#### 3.4.7. Panneau de chantier

#### 3.4.8. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

#### 3.4.9. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

#### 3.4.10. Signalisation de danger - Autres

#### 3.4.11. Base vie - Modalités d'organisation

#### 3.4.12. Base vie - Effectif de dimensionnement

#### 3.4.13. Base vie - Définition des installations

#### 3.4.14. Base vie - Installations complémentaires

#### 3.4.15. Base vie - Entretien des installations

#### 3.4.16. Sécurité incendie des installations

#### 3.4.17. Installations de distribution électrique

#### 3.4.18. Installations d'éclairage

#### 3.4.19. Vérification réglementaire des installations électriques

#### 3.4.20. Entretien des installations électriques

#### 3.4.21. Points d'eau et d'évacuation

### **3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier**

- 3.5.1. Planification et organisation des livraisons
- 3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels
- 3.5.3. Manutentions et levages
- 3.5.4. Moyens de levage propre à chaque lot

### **3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales**

- 3.6.1. Accès des véhicules et stationnement
- 3.6.2. Nettoyage des voiries extérieures - Phase corps d'états secondaires
- 3.6.3. Accès dans les bâtiments

### **3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives**

- 3.7.1. Protection en rive des fouilles
- 3.7.2. Protection des rives de planchers
- 3.7.3. Protection des trémies et réservations
- 3.7.4. Protection des baies en façade
- 3.7.5. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

### **3.8. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets**

- 3.8.1. Gestion des déchets Mode d'organisation
- 3.8.2. Bennes à gravais et déchets
- 3.8.3. Nettoyage et évacuation des déchets
- 3.8.4. Evacuation des matières dangereuses

### **3.9. Mise en commun des moyens - Organisation des secours**

- 3.9.1. Moyen d'alerte des secours
- 3.9.2. Consignes de sécurité
- 3.9.3. Sauveteurs secouristes du travail
- 3.9.4. Matériel de secours

## **4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS**

### **4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers**

- 4.1.1. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation
- 4.1.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Silice cristalline
- 4.1.3. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement
- 4.1.4. Travaux de gros-œuvre
- 4.1.5. Ouvrage avec risques de chute de hauteur
- 4.1.6. Echafaudages
- 4.1.7. Travaux de plâtrerie
- 4.1.8. Travaux des lots techniques
- 4.1.9. Travaux de revêtement de sols
- 4.1.10. Travaux en hauteur
- 4.1.11. Travaux d'agencement
- 4.1.12. Prévention du risque incendie
- 4.1.13. Utilisation de produits dangereux ou à risques

## **5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS**

### **5.1. Modalités de coopération**

- 5.1.1. Plan Général de Coordination
- 5.1.2. Plan Général Simplifié de Coordination
- 5.1.3. Désignation des entreprises
- 5.1.4. Acceptation et désignation des sous-traitants
- 5.1.5. Prestataires de services et Travailleurs indépendants
- 5.1.6. Présence de personnel étranger
- 5.1.7. Inspection Commune
- 5.1.8. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé
- 5.1.9. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé Simplifié
- 5.1.10. Rôle du coordonnateur
- 5.1.11. Registre journal
- 5.1.12. Définition des personnes autorisées

## **6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS**

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

### 1.1. Liste des intervenants

Maître d'ouvrage	CPAM DE LA DORDOGNE	50 rue Claude Bernard 24000 PERIGUEUX
Maître d'oeuvre	Line CREPIN Architecte DPLG	13 rue MIRABEAU 24000 PERIGUEUX
Coordonnateur de référence	SOCOTEC	212 BOULEVARD DES SAVEURS 24660 COULOUNIEIX CHAMIER
Coordonnateur SPS suppléant	SOCOTEC	212 BOULEVARD DES SAVEURS 24660 COULOUNIEIX CHAMIER

### 1.2. Liste des lots

N° - Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
01 - Démolition – Gros Oeuvre			
02 - Plâtrerie – Cloison modulables			
03 - Menuiseries intérieures			
04 - Faïence			
05 - Revêtements sols souples			
06 - Peinture			
07 - Electricité CFO / CFA			
08 - Climatisation – Ventilation – Plomberie – Sanitaire			

### 1.3. Etat d'avancement de l'affaire

#### 1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

Le plan général de coordination, indice 0, est élaboré pour l'intégrer au dossier de consultation des entreprises.

Le plan général de coordination, indice 0, est élaboré après consultation des entreprises.

Le plan général de coordination, indice 0, est élaboré après démarrage du chantier.

Stade d'avancement des travaux (à décrire) :

### 1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

Réaménagement d'un bâtiment existant sur deux niveaux (sous sol et rdc) le projet prévoit le curage et le réaménagement intérieure du bâtiment

#### **1.4.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage**

#### **1.4.2. Phasage de l'opération**

#### **1.4.3. Informations complémentaires**

## 2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

### 2.1. Réseaux existants

#### 2.1.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

Dispositions prévues	A la charge de
La déclaration de travaux n'a pas été transmise au coordonnateur à la date de rédaction du présent PGC.	Maître d'ouvrage

Transmis le 29/08/2025  
par mail

#### 2.1.2. Réseaux aériens

Dispositions prévues	A la charge de
Rappel réglementaire: Pour tous chantiers situés à proximité des lignes électriques, les travaux doivent être exécutés dans le strict respect des dispositions du code du travail. Ces dispositions prévoient notamment que les ouvriers, engins, ou objets manipulés ne doivent pas s'approcher des conducteurs sous tension dans les conditions les plus défavorables de température et de balancement dus au vent à moins de 3,00 mètres pour les lignes dont la plus grande tension est inférieure à 50000 Volts et moins de 5,00 mètres pour les lignes dont la plus grande tension est égale ou supérieure à 50000 Volts.	Tous Corps d'état

#### 2.1.3. Habilitation Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

Dispositions prévues	A la charge de
En présence de réseaux sur site, Trois catégories de personnes doivent disposer d'une AIPR : - "concepteur" : salarié du maître d'ouvrage ou du maître d'oeuvre devant intervenir en préparation ou suivi des projets de travaux. - profil "encadrant" : salarié de l'entreprise de travaux intervenant en préparation administrative et technique des travaux. Pour tout chantier de travaux, au moins un salarié de l'exécutant de travaux doit être identifiable comme titulaire d'une AIPR «encadrant ». Cet encadrant doit être présent sur le chantier ou être en capacité de s'y rendre dans la demi-journée. - "opérateur" : salarié intervenant directement dans les travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, soit en tant que conducteur d'engin.	Tous Corps d'état

### 2.2. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

#### 2.2.1. Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Les rapports en recherche d'amiante avant travaux, n'ont pas été transmis au coordonnateur au moment de l'élaboration du présent Plan Général de Coordination. Il est rappelé au maître d'ouvrage l'obligation d'effectuer des diagnostics amiante avant travaux. Les diagnostics devront être transmis au coordonnateur préalablement au démarrage des travaux. Les travaux ne pourront démarrer qu'après la production des diagnostics et la mise à jour du présent Plan Général de Coordination.	Maître d'ouvrage  Prélèvement prévu le 02/09/2025 par Monsieur LENOURRY

2.2.2. Plomb

Dispositions prévues	A la charge de
Les diagnostics en recherche de plomb avant travaux, n'ont pas été transmis au coordonnateur au moment de l'élaboration du présent Plan Général de Coordination. Il est rappelé au maître d'ouvrage l'obligation d'effectuer les diagnostics en plomb avant travaux. Les diagnostics devront être transmis au coordonnateur préalablement au démarrage des travaux. Les travaux ne pourront démarrer qu'après la production des diagnostics et la mise à jour du présent Plan Général de Coordination.	Maître d'ouvrage  Prélèvement prévu le 02/09/2025 par Monsieur LENOURRY

### 3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

#### 3.1. Mise en commun de moyens - Planification

##### 3.1.1. Planification

Dispositions prévues	A la charge de
Le planning général des travaux n'a pas été transmis au coordonnateur lors de la rédaction du présent PGC.	Maître d'ouvrage A transmettre dès que Mme Crépin l'aura fait
Le planning de réalisation, à établir au démarrage de l'opération, fera apparaître chaque phase de travaux, continue ou fractionnée, des différents corps d'état. Les risques d'interférence entre entreprises doivent être minimisés : - En limitant les programmations simultanées dans une même zone, - En organisant des interventions successives par zones, - En interdisant les travaux superposés, sans mesures spécifiques de protection et d'organisation, - En facilitant les interventions en matière de flux (matériel, matériaux), - En faisant apparaître l'utilisation des moyens communs (stade de mise en œuvre planifiés).	Maître d'œuvre

#### 3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

##### 3.2.1. Projet de plan d'installation

Dispositions prévues	A la charge de
Le Projet de plan d'installation de chantier n'a pas été transmis au coordonnateur à la date de rédaction du présent PGC.	Maître d'œuvre A demander à Mme crepin

#### 3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

##### 3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
Tous les réseaux et branchements doivent être opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier.	Maître d'ouvrage

##### 3.3.2. Branchement en eau

Dispositions prévues	A la charge de
Un point de raccordement avec comptage sera mis à la disposition de l'opération par les concessionnaires ou l'exploitant du site.	08 - Climatisation – Ventilation – Plomberie – Sanitaire

##### 3.3.3. Branchement en électricité

Dispositions prévues	A la charge de
Branchement provisoire électrique de chantier comprenant : La fourniture et pose d'une armoire de comptage et de distribution conforme à la réglementation. Raccordement à l'emplacement désigné par les concessionnaires ou le chef d'établissement.	07 - Electricité CFO / CFA



**3.3.4. Branchement d'assainissement**

Dispositions prévues	A la charge de
Utilisation du branchement d'assainissement définitif de l'opération. Le maître d'ouvrage fera la demande de raccordement auprès des concessionnaires pendant la période de préparation.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
En cas d'impossibilité de disposer du branchement d'assainissement définitif, ou d'un point de raccordement: Mise en place, par l'entreprise, d'une fosse toutes eaux pour le branchement des installations sanitaires de chantier. L'entreprise assurera l'entretien et la vidange de la fosse pendant toute la durée des travaux.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

**3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier****3.4.1. Plan d'installation de chantier**

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fournira son plan général d'installation du chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire pendant toute la durée du chantier.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Sur ce plan figureront notamment: * L'implantation des clôtures délimitant les contours de l'opération. * Les accès et sorties du chantier, * La zone des cantonnements et bureaux de chantier, * Les voies de circulation, * Les zones de stationnement, * Les zones de stockage, * L'implantation des armoires de distribution électrique, * Les points d'eau, * La zone pour les bennes à déchets.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Il précisera les entrées du bâtiment (des bâtiments),	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Il précisera l'implantation des monte-matériaux	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

**3.4.2. Occupation du domaine public**

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès et occupation temporaire du domaine public devront faire l'objet d'une demande préalable auprès des services techniques de la ville. L'entreprise aura en charge, les demandes d'occupation du domaine public, et de tous droits d'occupation de voirie jusqu'à la fin du chantier. L'entreprise devra la mise en place et la maintenance de la signalisation demandée, jusqu'à la fin de l'occupation du domaine public.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

**3.4.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation**

Dispositions prévues	A la charge de
Une clôture assurera l'indépendance du chantier pendant toute la durée des travaux sur chacune des zones d'intervention. Elle sera installée dès le démarrage des travaux et complètera les clôtures existantes le cas échéant. Elle sera constituée par des panneaux métalliques grillagés, d'une hauteur de 2,00m, fixés sur des plots béton et reliés entre par des connecteurs. L'entreprise devra la maintenance et l'adaptation des clôtures pendant toute la durée de l'opération.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Un portail fermant à clefs sera installé pour l'accès des véhicules. L'accès piéton se fera par un portillon indépendant du portail d'entrée des véhicules.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
La clôture sera soit éclairée, soit équipée d'un dispositif réfléchissant, en cas d'emprise sur le domaine public.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Cette signalisation devra être entretenue autant que de besoin pendant toute la durée du chantier. Au départ de l'entreprise responsable de la mise en place des clôtures, le maître d'œuvre transfèrera leur entretien à un autre lot.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Une clôture continue sera mise en place autour du chantier dès le début des travaux et maintenue en place jusqu'à la fin de l'opération.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

**3.4.4. Clôture de chantier intérieure et signalisation**

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de travaux mitoyennes avec les locaux existants en activité seront isolées par des cloisons provisoires.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Des pancartes d'interdiction d'accès seront affichées sur les portes éventuelles de communication de ces cloisons. Les portes devront fermer à clé pour interdire l'accès des tiers au chantier.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

**3.4.5. Identification du personnel**

Dispositions prévues	A la charge de
En application des dispositions réglementaires, tout salarié des entreprises titulaires et sous-traitantes, amené à travailler sur le chantier, quelle que soit la nature et/ou la durée de son contrat, devront être porteur de la carte d'identité professionnelle du BTP.	Tous Corps d'état
Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre.	Tous Corps d'état

**3.4.6. Visites de chantier par des tiers.**

Dispositions prévues	A la charge de
Les visites de chantier par des tiers se feront après un accord préalable du maître d'Ouvrage. Les visites seront guidées par un représentant du maître d'ouvrage.	Tous Corps d'état
A l'occasion des visites de chantier par des tiers l'entreprise devra le balisage des circulations autorisées à la visite depuis l'extérieur du chantier jusqu'à la zone de visite.	Tous Corps d'état
A l'occasion des visites de chantier par des tiers l'entreprise devra s'assurer de l'absence de stockage de matériaux, de gravats ou de matériels dans les circulations empruntées.	Tous Corps d'état

**3.4.7. Panneau de chantier**

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra la fourniture, la pose et le repli en fin de chantier, d'un panneau d'information. Comportant les noms et coordonnées des entreprises y compris sous-traitantes. L'entreprise devra la mise à jour régulière des informations portées sur le panneau.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

**3.4.8. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"**

Dispositions prévues	A la charge de
Phase construction/restructuration: Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Zones extérieures aux emprises clôturées: Mise en place, à l'entrée de chaque zone interdite d'accès au public dès le démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Cloisons de chantier intérieures : Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

**3.4.9. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"**

Dispositions prévues	A la charge de
Phase restructuration: Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Cloisons de chantier intérieures : Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

**3.4.10. Signalisation de danger - Autres**

Dispositions prévues	A la charge de
Au-droit des zones à risques de part et d'autre des zones à risques, mise en place de panonceaux de signalisation du danger et d'interdiction de stockage à proximité. En cas de distance de sécurité à respecter par rapport aux réseaux, celle-ci sera identifiée par panonceau. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

**3.4.11. Base vie - Modalités d'organisation**

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: Les Installations seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	A demander à Mme CREPIN, voir si on laisse un WC ou alors si WC extérieur? Tous Corps d'état
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: La mise en place se fera pendant la période de préparation du chantier. L'entreprise devra les raccordements aux installations, d'électricité, eau et assainissement.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra l'adaptation des installations communes pendant toute la durée de l'opération. A savoir: Déplacement de la base de vie, suivant les nécessités des travaux, adaptation du dimensionnement en fonction de l'évolution des effectifs des personnels. Les équipements seront prévus pour recevoir du personnel féminin si nécessaire.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Suivant les contraintes du site, les équipements communs seront installés sur plusieurs niveaux. Les niveaux seront desservis entre eux par des escaliers et passerelles sécurisés.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Les cantonnements seront implantés, de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de traverser les zones de travaux ou de stockages.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

#### 3.4.12. Base vie - Effectif de dimensionnement

Dispositions prévues	A la charge de
Les sanitaires, vestiaires et les réfectoires seront dimensionnés pour recevoir, un effectif moyen défini par la maîtrise d'oeuvre .	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

#### 3.4.13. Base vie - Définition des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Vestiaires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, chauffés, et rafraichis, aérés. Les locaux seront équipés d'une armoire individuelle par personne et des sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Sanitaires de la Base de vie : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront, équipés a minima, d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes, d'une douche et d'un point d'eau à température réglable pour 10 personnes.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Réfectoires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront équipés de tables et de sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement se restaurant sur place. Les locaux seront également équipés d'un point d'eau, chauffe-plats et réfrigérateur.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

#### 3.4.14. Base vie - Installations complémentaires

Dispositions prévues	A la charge de
Pour la mise en place d'installations complémentaires, les entreprises concernées feront part en réunion préparatoire de leurs besoins pour l'organisation de la base de vie.	Tous Corps d'état

#### 3.4.15. Base vie - Entretien des installations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera, pendant toute la durée du chantier, le nettoyage quotidien des installations sanitaires, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire du bureau des bureaux et salle de réunion. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains).	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Pour garantir un entretien régulier, l'entreprise souscrira un contrat avec une entreprise de nettoyage, les frais seront pris en charge dans le cadre du compte interentreprises.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

**3.4.16. Sécurité incendie des installations**

Dispositions prévues	A la charge de
Les locaux d'accueil du personnel, seront équipés d'extincteurs, appropriés aux différents risques.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

**3.4.17. Installations de distribution électrique**

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	Tous Corps d'état
L'entreprise devra l'alimentation et la réalisation du tableau général de chantier depuis le branchement électrique sur le réseau public. Le tableau général doit répondre à tous les besoins du chantier et rester en place pour toute la durée des travaux.	07 - Electricité CFO / CFA
L'entreprise devra l'installation de coffrets équipés de PC, afin d'assurer le raccordement des installations intérieures des bâtiments. Il sera prévu: un coffret au pied de chaque bâtiment.	07 - Electricité CFO / CFA
L'entreprise devra l'installation de coffrets équipés de PC, afin d'assurer l'alimentation intérieure des bâtiments. Il sera prévu: un coffret au pied de chaque cage d'escalier, un coffret par étage et par cage d'escalier, implantés dans les communs.	07 - Electricité CFO / CFA
L'entreprise devra l'installation de coffrets équipés de PC, afin d'assurer la distribution des sous-sols de chaque bâtiment. Ils devront être implantés de façon à permettre l'utilisation de prolongateurs ne dépassant pas une longueur de 25m en tout point des sous-sols.	07 - Electricité CFO / CFA
Les coffrets de distribution équipés de PC seront installés sur chaque niveau. Ils devront être implantés de façon à permettre l'utilisation de prolongateurs ne dépassant pas une longueur de 25m en tout point du bâtiment.	07 - Electricité CFO / CFA

**3.4.18. Installations d'éclairage**

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'éclairage provisoire d'ambiance des halls d'entrées, des cages d'escaliers et des circulations communes. Cette installation se fera à l'avancement de l'élévation des bâtiments.	07 - Electricité CFO / CFA
L'entreprise assurera l'éclairage provisoire d'ambiance des sous-sols. Cette installation se fera à l'avancement de la pose des planchers hauts.	07 - Electricité CFO / CFA

**3.4.19. Vérification réglementaire des installations électriques**

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques communes feront l'objet d'une vérification initiale après réalisation de l'alimentation générale (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et de la mise en place de son infrastructure (tableaux principaux de distribution, centrale à béton, grues et autres équipements de travail, cantonnements) par un organisme accrédité. Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables 07 - Electricité CFO / CFA
Chaque installation devra faire l'objet d'un rapport de vérification établi par un organisme accrédité (vérification initiale et périodique). Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	Tous Corps d'état

**3.4.20. Entretien des installations électriques**

Dispositions prévues	A la charge de
La maintenance technique, le remaniement des installations de distribution et d'éclairage, ainsi que les réparations suite à dégradation, seront réalisées par les entreprises installatrices sur leurs installations respectives.	Tous Corps d'état

**3.4.21. Points d'eau et d'évacuation**

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'alimentation en eau et l'évacuation EU des installations de chantier ainsi que des points d'eau extérieurs pour les bâtiments.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Un robinet de puisage sur réceptacle sera prévu dans chaque bâtiment pour les besoins des lots secondaires.	08 - Climatisation – Ventilation – Plomberie – Sanitaire

**3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier****3.5.1. Planification et organisation des livraisons**

Dispositions prévues	A la charge de
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	Tous Corps d'état
Chaque entreprise remettra, une semaine à l'avance, ses prévisions de livraison.	Tous Corps d'état
Chaque entreprise affectera une personne à la planification et organisation des livraisons, cette personne sera référencée dans le DHOL de l'entreprise.	Tous Corps d'état

**3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels**

Dispositions prévues	A la charge de
Les aires de stockages aménagées seront utilisables en commun par l'ensemble des entreprises.	Tous Corps d'état
Des zones de stockage seront aménagées dans l'enceinte clôturée du chantier. Afin d'en permettre une utilisation normale, ces zones seront, nivelées et empierrées dès la phase des terrassements généraux.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	Tous Corps d'état
Les stockages extérieurs de longue durée sont à éviter pour limiter l'encombrement du chantier, le cas échéant ils se feront sur l'aire de stockage prévue à cet effet.	Tous Corps d'état
Les zones de stockages de longue durée seront balisées et identifiées par les entreprises utilisatrices.	Tous Corps d'état
Les matériaux avec risques particuliers seront stockés à l'écart dans la limite des besoins quotidiens avec une signalétique adaptée.	Tous Corps d'état
Les approvisionnements à l'avancement de la mise en œuvre seront privilégiés pour éviter des stockages trop importants.	Tous Corps d'état
Le stockage, même provisoire s'effectuera obligatoirement sur les aires aménagées dans le cadre de l'opération. Les entreposages pour mise en œuvre ne devront en aucun cas être installés sur les circulations extérieures et intérieures ou aux entrées des bâtiments.	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
Les matériaux légers seront lestés pour éviter leur envol sur le site .	Tous Corps d'état
Les stockages de longue durée seront positionnés dans des endroits isolés qui ne gênent pas la manutention des stockages des autres corps d'état.	Tous Corps d'état
La zone de livraison sera close pour empêcher le passage des autres intervenants.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
En présence de lignes électriques aériennes, les livraisons et les stockages seront interdits sous et dans la zone à risques des lignes électriques.	Tous Corps d'état
L'entreprise en charge d'établir le plan d'installation de chantier fera apparaître les zones interdites aux stockages en raison de la présence des lignes électriques aériennes. Le plan d'installation de chantier sera inclus au PPSPS de chaque entreprise.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

### 3.5.3. Manutentions et levages

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement à son intervention, l'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. le plan d'implantation des éventuels appareils de levage nécessaire à son approvisionnement qui lui seraient spécifiques et de ses zones de stockage de matériels et de matériaux qui ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.	Tous Corps d'état
Préalablement à l'installation d'une grue mobile, l'entreprise transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS un plan faisant apparaître, l'implantation de la grue, la zone de levage neutralisée au sol par balisage, ainsi que les caractéristiques de l'engin mis en place.	Tous Corps d'état
Avant l'installation d'une grue mobile ou d'un engin de levage, prendre connaissance de la résistance et de l'état des sols afin de s'assurer de la stabilité des engins. Faire contrôler tout appareil de levage mobile et monte matériaux (vérification tous les 6 mois) et expédier copie de l'attestation de vérification au coordonnateur S.P.S.	Tous Corps d'état
Un guide de manœuvre sera mis en place pour guider les opérations de levage et écarter les autres intervenants de la zone de levage.	Tous Corps d'état
En cours de manutention, aucune charge n'empiètera l'espace des domaines, publics et privés environnants.	Tous Corps d'état
Toute opération de manutention, effectuée à l'aide d'un engin de levage prêté par une autre entreprise, restera sous la responsabilité de l'entreprise dite « prêteuse » et sera effectuée par son personnel (conduite, arrimage, guidage). L'entreprise utilisatrice devra la fourniture des systèmes d'accrochage, adaptés aux charges à lever (élingues, palonniers, etc..) et vérifiés. Une convention de prêt de grue sera mise en place entre les parties.	Tous Corps d'état

### 3.5.4. Moyens de levage propre à chaque lot

Dispositions prévues	A la charge de
chaque entreprise utilisera des moyens de levage propres. L'emprise, le planning d'utilisation et les modes opératoires de ces équipements seront soumis à l'approbation du maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.	Tous Corps d'état

### 3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

#### 3.6.1. Accès des véhicules et stationnement

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès des véhicules d'entreprises dans la zone du chantier à proximité du bâtiment doit être restreint aux seuls véhicules de livraisons et véhicules ateliers pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en œuvre.	Tous Corps d'état
Tous les autres véhicules, entreprises, transport et personnel, stationneront sur la plate-forme des futurs parkings du projet ou sur le domaine public.	Tous Corps d'état

#### 3.6.2. Nettoyage des voiries extérieures - Phase corps d'états secondaires

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises devront l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier. L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries à raison d'une fois par semaine si nécessaire (Charge compte prorata).	Tous Corps d'état

#### 3.6.3. Accès dans les bâtiments

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès à l'intérieur des bâtiments se feront par les différentes portes situées sur les façades. L'entreprise devra la réalisation et la maintenance d'embranchements provisoires, suivant besoins.	Tous Corps d'état

### 3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

#### 3.7.1. Protection en rive des fouilles

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur sera assurée par garde-corps avec lisses et sous-lisses rigides, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur potelets métalliques. L'implantation des garde-corps se fera en retrait de la tête de talus.	Tous Corps d'état

#### 3.7.2. Protection des rives de planchers

Dispositions prévues	A la charge de
Dès que le plancher sera posé, l'entreprise mettra en place des garde-corps qui devront assurer les protections collectives.	01 - Démolition – Gros Oeuvre 02 - Plâtrerie – Cloison modulables
La pose des planchers sera étudiée pour que les salariés ne soient jamais exposés à un risque de chute.	Tous Corps d'état
La prévention des chutes de hauteur sera assurée, par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur supports métalliques en façade. En plus d'assurer la protection des intervenants lors de la pose et du coulage des planchers, ce dispositif devra permettre d'assurer la protection face au vide, des intervenants lors du montage de maçonneries ou la pose d'éléments préfabriqués. Mise en place des garde-corps à la pose des planchers.	Tous Corps d'état



Dispositions prévues	A la charge de
Les protections collectives devront être mises en place avant la pose des planchers de façon à assurer la sécurité des travailleurs.	Tous Corps d'état

### 3.7.3. Protection des trémies et réservations

Dispositions prévues	A la charge de
Les trémies et réservations seront équipées par des protections provisoires et devront être installées de façon à être suffisamment résistantes (ex: garde-corps), celles-ci devront comporter une lisse supérieure à 1,00 m une lisse intermédiaire et une plinthe.	Tous Corps d'état
La prévention des chutes de hauteur, des trémies de grande dimension, des rives d'escalier, se fera par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1,00m et 1,10m, fixés sur potelets métalliques en rive de dalle ou sur la dalle. Mise en place des garde-corps, à la pose des planchers.	Tous Corps d'état
Les réservations d'une dimension inférieure à 0,80 cm, seront protégées par la mise en place d'un treillis filant et/ou par dispositif d'obturation arasant le plancher ou dallage (platelage) d'épaisseur calculée en fonction des dimensions de l'ouverture et pouvant supporter le poids d'un homme. Fixation pour qu'aucune manœuvre involontaire ne déplace cette protection et ne puisse nuire à son efficacité (emboîtement, clouage).	Tous Corps d'état

### 3.7.4. Protection des baies en façade

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur, des baies avec des allèges inférieures à 1,00m, sera assurée par garde-corps avec lisses et sous-lisses. L'implantation du dispositif devra permettre la pose des menuiseries extérieures sans avoir à déposer le dispositif de protection, afin d'assurer la protection antichute des opérateurs. Le choix du dispositif se fera en concertation avec l'entreprise de menuiseries extérieures.	01 - Démolition – Gros Oeuvre

### 3.7.5. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

Dispositions prévues	A la charge de
Après sa mise en place, toute entreprise, amenée à déposer ou modifier un dispositif de protection collective devra assurer la maintenance et la continuité de la protection vis-à-vis des autres intervenants. En cas de nécessité, l'entreprise se rapprochera de l'entreprise ayant installé la protection, afin que le dispositif soit adapté.	Tous Corps d'état
Après coulage du dallage et des planchers, toute modification d'un dispositif d'obturation (y compris remplacement) sera à la charge de l'entreprise prenant possession de la réservation. L'entreprise prenant possession d'une réservation devra assurer la continuité du dispositif de protection jusqu'à la sécurisation définitive. Les entreprises devront privilégier des dispositifs de type à emboîtement.	Tous Corps d'état
Si pour une tâche déterminée une entreprise doit déposer un élément ou l'ensemble de la protection collective, celle-ci devra : Prévenir l'entreprise ayant mis en place la protection, avertir le personnel susceptible de travailler dans la zone, assurer la continuité de la sécurité par un autre moyen qui devra être défini dans son PPSPS, Rétablir la protection collective à la fin des travaux, faire constater à l'entreprise responsable que la repose a été effectuée.	Tous Corps d'état
En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au maître d'Ouvrage de faire intervenir l'entreprise responsable de la pose initiale pour remettre en état les protections collectives, les frais correspondants seront imputés à la charge de l'entreprise responsable.	Coordonnateur SPS

### 3.8. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

#### 3.8.1. Gestion des déchets Mode d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise évacuera ses déchets du site	Tous Corps d'état

#### 3.8.2. Bennes à gravats et déchets

Dispositions prévues	A la charge de
La centralisation commune des déchets n'est pas prévue sur cette opération. Chaque entreprise doit l'évacuation de ses propres déchets vers les déchetteries agréées.	Tous Corps d'état

#### 3.8.3. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.	Tous Corps d'état
Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.	Tous Corps d'état

#### 3.8.4. Evacuation des matières dangereuses

Dispositions prévues	A la charge de
Aucune matière dangereuse ne doit être stockée sur le chantier, tant les déchets que les produits amenés pour mise en œuvre.	Tous Corps d'état
Les matières dangereuses seront amenées à pied d'œuvre au fur et à mesure des besoins, les déchets issus de la mise en œuvre seront évacués au quotidien et traités par les entreprises concernées.	Tous Corps d'état

### 3.9. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

#### 3.9.1. Moyen d'alerte des secours

Dispositions prévues	A la charge de
Les numéros de téléphone d'urgence ainsi que les consignes d'appel des secours sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 pour les téléphones mobiles.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Dans le cas d'impossibilité de mise en service d'un téléphone fixe, au-moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.	Tous Corps d'état

**3.9.2. Consignes de sécurité**

Dispositions prévues	A la charge de
Les consignes de sécurité seront reprises dans les PPSPS. En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DDETS), l'OPPBT et le coordonnateur sécurité.	Tous Corps d'état
Les consignes spécifiques du site (chantier en site occupé) doivent être transmises à toutes les entreprises par le maître d'ouvrage et intégrées au PPSPS des entreprises.	Maître d'ouvrage

**3.9.3. Sauveteurs secouristes du travail**

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.	Tous Corps d'état
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Tous Corps d'état

**3.9.4. Matériel de secours**

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	Tous Corps d'état

## 4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

### 4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

#### 4.1.1. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Préalablement au démarrage des travaux de curage ou démolition, les entreprises titulaires des lots, électricité, plomberie, ventilation, climatisation, etc seront tenues de consigner les installations et équipements situés dans les zones de démolitions.</p> <p>Une procédure écrite de consignation sera établie pour chaque type de réseau et équipement. Cette procédure sera adressée à l'entreprise de démolition avant le démarrage des travaux. Une attention particulière sera apportée à la consignation des réseaux d'électricité, et de gaz.</p>	<p>08 - Climatisation – Ventilation – Plomberie – Sanitaire</p> <p>07 - Electricité CFO / CFA</p>
<p>Les réseaux et équipements devant être maintenus en service, afin d'assurer le bon fonctionnement des installations de l'établissement, seront repérés et signalés sur le site par étiquetage.</p>	<p>07 - Electricité CFO / CFA</p> <p>08 - Climatisation – Ventilation – Plomberie – Sanitaire</p>
<p>Au cours des travaux de curage et réhabilitation du bâtiment, des garde-corps provisoires de protection seront installés au droit des vides laissés jusqu'au démarrage des travaux de réaménagement.</p>	<p>01 - Démolition – Gros Oeuvre</p>
<p>Lorsque les chutes de matériaux et les effondrements de la construction sont provoqués volontairement, les emplacements de chutes situés en dehors et dans le bâtiment doivent être délimités et interdits au stationnement des personnes. Si la démolition est réalisée par tranches verticales et par procédés mécaniques, il convient:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de séparer les zones restant accessibles des parties attaquées par un nombre suffisant de travées, afin que leur stabilité ne soit pas compromise;</li> <li>- de matérialiser cette interdiction (guirlandes, barrières de lisses sur trépieds);</li> <li>- d'interdire l'accès aux zones définies, pendant toute la période de chute.</li> </ul>	<p>01 - Démolition – Gros Oeuvre</p>
<p>Les zones à risques de chutes d'objets et de gravats, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.</p>	<p>01 - Démolition – Gros Oeuvre</p>
<p>Pour éviter les risques liés à la chute accidentelle de matériaux, mise en place de systèmes de protection antichute. Ces dispositifs doivent être conçus pour intercepter efficacement tout objet susceptible de tomber dans le vide. Dans l'éventualité où l'installation de tels systèmes s'avérerait techniquement irréalisable, mettre en place des mesures alternatives. Celles-ci consistent à interdire formellement l'accès aux zones présentant un danger potentiel de chute de matériaux. Cette interdiction doit être clairement signalée et matérialisée par des moyens appropriés, garantissant ainsi la sécurité du personnel et des tiers.</p>	<p>01 - Démolition – Gros Oeuvre</p>
<p>L'entreprise devra s'assurer auprès d'un bureau d'études de la surcharge admissible des planchers existants.</p> <p>Elle tiendra compte des surcharges constatées, dans sa méthodologie d'intervention. Les planchers seront étayés suivant les nécessités.</p>	<p>01 - Démolition – Gros Oeuvre</p>
<p>Création de trémies ou de percements dans les ouvrages existants:</p> <p>Préalablement au démarrage des travaux, l'entreprise devra condamner les accès sous la zone de percement.</p> <p>Cette condamnation se fera à l'aide d'un moyen physique et d'un affichage interdisant strictement l'accès à la zone présentant un risque de chute de matériaux.</p>	<p>01 - Démolition – Gros Oeuvre</p>
<p>La prévention des risques de chute de hauteur se fera par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, fixés sur potelets métalliques en rive de l'ouvrage.</p> <p>La protection sera mise en place au fur et à mesure de la dépose des ouvrages de sécurité existants.</p>	<p>01 - Démolition – Gros Oeuvre</p>
<p>En limites des zones démolies, la prévention des risques de chute de hauteur sera assurée par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, fixés sur potelets métalliques en rive de l'ouvrage.</p> <p>Mise en place des garde-corps au fur et à mesure de la démolition des ouvrages existants.</p>	<p>01 - Démolition – Gros Oeuvre</p>

**4.1.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Silice cristalline**

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention contre le risque de silice cristalline impose de réduire à la source les émissions de poussières par le choix de techniques peu émissives. Les travaux de démolition seront réalisés sous système d'abattage à l'eau installé sur les engins.	Tous Corps d'état
La prévention contre le risque de silice cristalline impose de réduire à la source les émissions de poussières par le choix de techniques peu émissives. Les travaux à sec de ponçage, carottage, percement, tronçonnage, démolition manuelle, sablage, décapage, balayage, soufflage devront se faire avec le recours d'équipements équipés de captage par aspiration des poussières à la source.	Tous Corps d'état
Les zones de travaux intérieurs avec risque d'émission de poussières à silice cristalline devront être interdites d'accès aux autres intervenants. Cette condamnation se fera à l'aide d'un moyen physique et d'un affichage interdisant l'accès à la zone présentant un risque.	Tous Corps d'état
Pour les opérations de fraisage/rabotage des chaussées avec des raboteuses inférieures à un mètre de large, le travail systématique avec humidification par arrosage du tambour de fraisage est recommandé. Prévoir le maintien humide des voies de circulation des camions sur les zones rabotées.	Tous Corps d'état

**4.1.3. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement**

Dispositions prévues	A la charge de
Toutes les fouilles en tranchées de plus de 1,3 m de profondeur seront protégées soit par la réalisation de pente de talus appropriée soit par un terrassement en escalier soit par la mise en place d'un blindage.	Tous Corps d'état

**4.1.4. Travaux de gros-œuvre**

Dispositions prévues	A la charge de
La préfabrication et la mise en œuvre de béton prêt à l'emploi seront privilégiées pour faciliter la mise en œuvre et limiter les encombrements.	01 - Démolition – Gros Oeuvre
L'entreprise assurera les accès des entreprises des lots techniques qui ont des incorporations à réaliser dans les planchers et les murs avant coulage du béton. L'entreprise n'acceptera l'intervention des lots techniques que sur autorisation du chef de chantier.	01 - Démolition – Gros Oeuvre
Les coffrages horizontaux seront équipés d'une protection collectives contre les chutes de hauteur, par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur supports métalliques en rive de coffrage.	01 - Démolition – Gros Oeuvre

**4.1.5. Ouvrage avec risques de chute de hauteur**

Dispositions prévues	A la charge de
Pour tous les ouvrages à risque de chute de hauteur, la protection collective sera assurée : - Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins : une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; une main courante ; une lisse intermédiaire à mi-hauteur ; Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	Tous Corps d'état

**4.1.6. Echafaudages**

Dispositions prévues	A la charge de
Pour le montage des échafaudages, condamnation des zones situées sous la zone à risque de chute des matériels en cours d'installation. Toute superposition de tâche est interdite lors de ces interventions spécifiques et pouvant présenter des risques de chutes de matériel.	Tous Corps d'état
La zone de montage ou démontage des échafaudages, devra être balisée au moyen d'un dispositif physique, afin de prévenir les risques vis-à-vis des autres intervenants.	Tous Corps d'état

**4.1.7. Travaux de plâtrerie**

Dispositions prévues	A la charge de
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables
Les sacs de produits, emballages et chutes de matériaux seront rassemblés et conditionnés au fur et à mesure dans la zone de préparation pour évacuation dans la benne de chantier au quotidien ou pour évacuation du chantier.	02 - Plâtrerie – Cloison modulables

**4.1.8. Travaux des lots techniques**

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises s'organiseront pour intervenir en présence des protections collectives provisoires ou définitives le cas échéant.	07 - Electricité CFO / CFA 08 - Climatisation – Ventilation – Plomberie – Sanitaire
Les incorporations dans les planchers et murs ne se feront que sur demande du lot gros-œuvre. L'accès aux zones d'incorporation ne se fera qu'en utilisant les accès aménagés par le lot gros-œuvre.	07 - Electricité CFO / CFA
Lors des travaux d'incorporation aux ouvrages béton, l'entreprise de gros œuvre aura en charge, la mise en place des protections collectives.	07 - Electricité CFO / CFA
Les tuteurs de sorties de fourreaux et réseaux sur dalles seront crossés à leur extrémité pour éviter les risques d'empalement en cas de chute de personne.	07 - Electricité CFO / CFA 08 - Climatisation – Ventilation – Plomberie – Sanitaire
L'ouverture des trémies et réservations dans les dalles se fera à l'avancement de la pose des réseaux, aucune ouverture anticipée ne sera admise pour éviter les chutes de plain-pied ou de hauteur.	07 - Electricité CFO / CFA
L'entreprise prenant possession d'une trémie ou d'une réservation en dallage et plancher, devra assurer la continuité de la protection, vis-à-vis des autres intervenants jusqu'à sa sécurisation définitive.	08 - Climatisation – Ventilation – Plomberie – Sanitaire
Après ouverture, les trémies seront sécurisées par des plateaux avec tasseaux fixés en sous-face pour les maintenir bloqués en pose libre jusqu'à la pose des réseaux pour en éviter tout déplacement involontaire supprimant l'efficacité de la protection.	07 - Electricité CFO / CFA 08 - Climatisation – Ventilation – Plomberie – Sanitaire

**4.1.9. Travaux de revêtement de sols**

Dispositions prévues	A la charge de
La zone de préparation sera balisée, les sacs de liant seront conditionnés et évacués au quotidien.	04 - Faïence 05 - Revêtements sols souples

Dispositions prévues	A la charge de
Lors de l'utilisation de colles ou solvants, la zone de travail devra être ventilée. L'accès sera interdit aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique. L'entreprise installera la signalisation rappelant l'interdiction de fumer et d'avoir recours à l'utilisation d'équipement à flamme vive.	04 - Faïence 05 - Revêtements sols souples
Lors des travaux de ponçage des sols, les équipements utilisés devront être équipés d'un dispositif de captage des poussières. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	04 - Faïence

#### 4.1.10. Travaux en hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
Les nacelles seront à moteur électrique, les moteurs thermiques sont exclus pour les travaux intérieurs. L'emploi de nacelles équipées de signaux de déplacement, sera privilégié.	Tous Corps d'état
Les locaux devront être débarrassés par zone pour permettre l'installation et le déplacement correct des nacelles et plates-formes individuelles de travail. Les zones d'intervention seront organisées pour permettre les interventions successives ou simultanées. Les emballages et chutes de matériaux seront évacués au quotidien pour éviter l'encombrement des locaux.	Tous Corps d'état

#### 4.1.11. Travaux d'agencement

Dispositions prévues	A la charge de
Les équipements utilisés pour les travaux de ponçage, rabotage, et découpe, seront équipés de récupérateur de poussière. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	03 - Menuiseries intérieures
L'application des vernis de finition sera privilégiée en atelier pour éviter les nuisances avec les produits éventuels à base de solvants.	03 - Menuiseries intérieures 06 - Peinture

#### 4.1.12. Prévention du risque incendie

Dispositions prévues	A la charge de
Aucun gravats ni déchets de matériaux inflammables ne doivent être stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'état
Lors de la réalisation de travaux par point chaud ou à risque d'incendie (soudure, brasure, disqueuse, etc) le poste de travail devra être équipé d'un moyen d'extinction, adapté au risque et à l'environnement.	Tous Corps d'état
Les travaux par points chauds à réaliser à l'intérieur des locaux existants, doivent obligatoirement être signalés au chef d'établissement pour arrêter les mesures de prévention éventuelles.	Tous Corps d'état
Tous les travaux de soudure et de découpe à la disqueuse seront accompagnés d'un moyen d'extinction adapté.	Tous Corps d'état
L'entreprise à l'issue des travaux de soudure devra faire une veille de surveillance attentive des parties soudées et de leur environnement, devra s'assurer pour prévenir tous risques de feu couvert. Une vérification des points de soudures sera réalisée avant de quitter le chantier.	Tous Corps d'état
Tous les travaux par point chaud (soudure, brasure, disqueuse, ...) doivent être réalisés sous couvert d'un permis de feu. Le permis de feu est à demander à chaque intervention et sera délivré par l'établissement.	Tous Corps d'état

**4.1.13. Utilisation de produits dangereux ou à risques**

Dispositions prévues	A la charge de
Les produits dangereux seront remplacés par des produits qui ne le sont pas ou moins dangereux.	Tous Corps d'état
L'utilisation de produits dangereux ou à risques doit obligatoirement être signalée au maître d'œuvre et au coordonnateur pour prendre les mesures de prévention adaptées.	Tous Corps d'état
Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité prescrites par le fabricant pour éviter de générer tout risque d'accident induit par le produit. L'entreprise devra indiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS les dispositions de prévention et d'organisation, prévues par l'entreprise dans le cadre de la gestion des risques de coactivité.	Tous Corps d'état



## 5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

### 5.1. Modalités de coopération

#### 5.1.1. Plan Général de Coordination

#### 5.1.2. Plan Général Simplifié de Coordination

#### 5.1.3. Désignation des entreprises

Au démarrage de la phase réalisation (début de la période de préparation soit 30 jours, avant le démarrage des travaux), le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur, les coordonnées (nom, adresse, tél, mail, nom de l'interlocuteur) des entreprises titulaires de lot.

#### 5.1.4. Acceptation et désignation des sous-traitants

Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur les coordonnées (nom, adresse, tél, fax, interlocuteur) des entreprises agréées.

Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

#### 5.1.5. Prestataires de services et Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

L'obligation de réaliser une inspection commune et d'établir un PPSPS pour les prestataires sera déterminée selon les trois critères cumulatifs suivants :

- Critère 1 : L'intervention présente un caractère obligatoire pour l'opération,
- Critère 2 : L'intervention est planifiable dans le temps.
- Critère 3 : L'intervention génère des risques exportés,

Tout prestataire appelé à intervenir sur le chantier devra, avant son intervention, faire l'objet d'une analyse conjointe avec son « donneur d'ordres ». Cette analyse sera reprise sur la fiche de classification des prestataires (FCP en annexe de ce PGCS) et transmise au CSPS et au maître d'ouvrage (3 semaines au plus tard avant l'intervention du prestataire) pour déterminer la nécessité de réaliser une inspection commune et d'établir un PPSPS selon les 3 critères précédents.

À défaut d'obligation de PPSPS, les prestataires dont l'intervention ne réunit pas les trois critères cumulatifs devront néanmoins intégrer leur analyse de risques dans le PPSPS de leur donneur d'ordre qui transmettra son avenant au CSPS et au Maître d'ouvrage.

#### 5.1.6. Présence de personnel étranger

En cas de présence de personnels étrangers, ne parlant pas ou parlant mal le français, personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

#### 5.1.7. Inspection Commune

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser. Les entreprises prendront rendez vous avec le coordonnateur SPS au plus tard 15 jours avant le démarrage de leurs travaux

#### 5.1.8. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

Chaque entreprise tiendra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPS sur le chantier.

#### **5.1.9. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé Simplifié**

##### **5.1.10. Rôle du coordonnateur**

Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.

##### **5.1.11. Registre journal**

Une copie des notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).

Le registre journal sera diffusé sur demande écrite des intervenants de l'opération ou des organismes de contrôle et de prévention.

##### **5.1.12. Définition des personnes autorisées**

Les personnes morales autorisées sont les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants, ayant participé à l'inspection commune et ayant remis leur PPSPS au coordonnateur SPS.

Les personnes physiques autorisées sont les travailleurs du chantier désignés par les personnes morales autorisées.

## 6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: Romuald FASSIER	Tél : 0640660660 Email : romuald.fassier@socotec.com
Etabli le : Date de modification : 05/08/2025	Elements modifiés :

### **Partie à remplir par le CSPS:**

Adresse chantier: 81 RUE CLAUDE BERNARD 24000 PERIGUEUX	
Contraintes horaires de livraisons :	Horaires :
Moyens mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS)	<u>Quai de déchargement:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Grues :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Recette à matériaux :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Monte-matériaux:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Ascenseurs définitifs:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Autre :</u>
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, etc..) :	

### **Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :**

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :

Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

**Projet de Plan d'installation de chantier avec :**

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)